

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Au-Venezuela-les-electeurs-ont-confisque-la-democratie>

Au Venezuela, les électeurs ont « confisqué » la démocratie

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : samedi 13 octobre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dimanche 7 octobre, le président vénézuélien Hugo Chávez a été réélu pour la troisième fois, avec 55,14 % des suffrages, contre 44,24 % en faveur de son principal adversaire, M.

Henrique Capriles Radonski [1]. Le camp « chaviste » progresse d'environ 700 000 voix par rapport à 2006 mais, le nombre d'inscrits ayant augmenté de plus de 3 millions de personnes (pour atteindre 18 903 937 votants), en pourcentage, il régresse de sept points. Il n'en s'agit pas moins d'une nouvelle victoire « large » pour M. Chávez, dans un scrutin (le quinzième depuis son arrivée au pouvoir) décrit comme transparent par tous les observateurs et ayant bénéficié d'une participation de plus de 80 %. Si la population marque ainsi son refus d'un retour de la droite au pouvoir, elle espère sans doute également que la bataille électorale aura aiguillonné le camp du président en l'incitant à s'attaquer plus efficacement aux problèmes, réels, que rencontre la « révolution bolivarienne » : personnalisation du pouvoir, corruption, faiblesse de l'appareil productif, insécurité...

Présent sur place lors du vote, l'ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique* raconte une campagne qui, comme bien souvent lorsqu'il s'agit du Venezuela, a conduit de nombreux « observateurs » internationaux à s'alarmer de la « dérive dictatoriale » [2] ou « despotique » [3] de M. Chávez plutôt qu'à s'intéresser à ce qui, dans son action, pouvait séduire les électeurs.

Au pouvoir depuis l'élection de décembre 1998, le président Hugo Chávez paraît imbattable : c'est ce qu'affirment tous les sondages depuis le début de la campagne électorale. Certains des instituts les plus connus « Grupo de Investigación Social Siglo XXI (proche du pouvoir), Instituto Venezolano de Datos (IVAD), International Consulting Services, Datanalisis » donnent au chef de l'Etat en quête d'un nouveau mandat entre dix et dix-huit points d'avance sur son principal adversaire Henrique Capriles Radonski. Pourtant, curieusement, alors que le jour du scrutin se rapproche, et que rien ne semble justifier un tel revirement, quelques officines, s'abstenant de révéler la fiche technique et la méthodologie utilisées dans leurs enquêtes, parlent d'« égalité » (Varianzas) ou vont même jusqu'à promettre la victoire au représentant de l'opposition (Instituto Hernández Hercón). Dès le 7 août, sans avancer d'éléments tangibles, M. Capriles avait assuré qu'il faisait la course en tête, que son avantage augmentait et qu'il gagnerait la présidentielle avec un écart conséquent.

Le camp bolivarien continuant néanmoins à envisager sa permanence au pouvoir, le quotidien d'opposition *El Universal*, le 25 septembre, sonne le tocsin dans un article signé Yon Goicoechea : « *Chávez a des partisans et Capriles en a encore plus. Les effets politiques de l'élection du 7 octobre ne seront pas déterminés par le fait, aujourd'hui connu, que Henrique gagnera cette confrontation. (...) Si le CNE [Conseil national électoral] commet une fraude, ce qui suivra sera horrible. En quelques minutes, les rues du centre de Caracas se rempliront de gens célébrant le triomphe de Chávez. De l'autre côté de la ville, Capriles tiendra une conférence de presse et convoquera les Vénézuéliens dans la rue. En quelques heures, on aura deux masses humaines opposées et radicalisées dans chaque ville du Venezuela. Le 7 octobre sera un défi pour les Forces armées nationales, car la sécurité sera sérieusement compromise.* » En clair : comme à l'occasion de chaque scrutin, la droite entonne le grand air de « la fraude ».

On se souviendra que le 16 août 2004, au lendemain du référendum révocatoire largement gagné par M. Chávez, le dirigeant d'Action démocratique (AD) Henry Ramos Allup avait contesté ce triomphe et promis d'apporter les preuves de la falsification des résultats. Huit années ont passé. Si M. Ramos Allup a eu l'insigne honneur d'être récemment élu vice-président de l'Internationale socialiste [4], on attend toujours les preuves en question...

Une gauche... de gauche

Quatorze ans de « chavisme » ont profondément transformé le Venezuela. A la différence de ce qui se passait sous

les gouvernements précédents, une grande part de la rente pétrolière a été utilisée pour financer la politique sociale. Les humbles (nombreux) qui crient « *Viva Chávez !* » se réfèrent sans doute aux millions de personnes qui, chaque jour, accourent dans les différents programmes â€” Mercal, Pdval, Bicentenario, Farmapatria â€” où ils peuvent acheter les produits de première nécessité à prix subventionnés. Les jeunes qui s'enthousiasment â€” « Chávez va gagner ! » â€” songent d'évidence à la politique d'inclusion et d'éducation menée à tous les niveaux, aux livres et aux ordinateurs (les *canaimitas*) gratuits qui leur sont distribués. Les vieux qui se vêtent de t-shirts rouges, le font probablement parce que les 200 000 retraités touchant une pension à la fin de la IVe république ont fait des petits et sont devenus 2 300 000 aujourd'hui. Quand les mères de familles parlent avec émotion du « *comandante* », c'est parce que les différentes « missions » mises en place leur ont donné accès à la santé, c'est parce que deux millions d'entre elles et de leurs proches bénéficient désormais du régime de la sécurité sociale. Que les mal logés prennent parti n'a rien de surprenant non plus : la Grande mission logement Venezuela, certes trop tardivement créée, a bâti des dizaines de milliers d'habitations depuis sa naissance voici dix-huit mois et entend continuer à les multiplier. Depuis leurs coopératives, les paysans aussi lèvent le poing : grâce à la réforme agraire, le pays est passé de 17 160 577 tonnes d'aliments produits en 1998 à 24 686 018 tonnes en 2010, soit une augmentation de 44 % (ce qui n'a rien d'exceptionnel, mais n'en représente pas moins une sérieuse progression). Allons à l'essentiel : malgré les erreurs ou les échecs (en particulier en matière de sécurité), la pauvreté a régressé entre 2002 et 2010, passant de 48,6 % à 27,8 %, tandis que l'extrême pauvreté suivait la même courbe â€” de 22,2 % à 10,7 % [5]. Le Venezuela affiche par ailleurs le niveau d'inégalités le plus faible de la région : l'antithèse du néolibéralisme sauvage qui étouffe les Européens.

Une droite... de gauche aussi !

Face à un tel bilan, aucun opposant ne peut espérer l'emporter en affirmant représenter « la droite » (les souvenirs du passé hantent encore pas mal de Vénézuéliens). C'est donc en homme de « centre gauche », en admirateur du social démocrate espagnol Felipe González ou des chefs d'Etat brésiliens Fernando Henrique Cardoso, Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff que M. Capriles Radonski se lance à l'assaut du « castro-chavisme ». De quoi éclater de rire ! D'ailleurs l'ex-président Lula ne s'y trompe pas qui, dans une vidéo diffusée lors de la cérémonie de clôture du Forum de São Paulo [6], le 6 juillet, à Caracas, appuie sans équivoque M. Chavez : « *Ta victoire sera notre victoire.* » Dans cette partie du monde, on connaît la trajectoire de M. Capriles Radonski.

Issu d'une des familles les plus riches du pays, celui-ci a milité dans l'organisation d'extrême droite Tradition, famille et propriété, fondée par un illuminé brésilien, Plinio Correa de Oliveira, qui prétendait recevoir des messages célestes de la Vierge de Fatima, a frayed avec l'un des deux grands partis traditionnels, le Copei, avant de fonder, avec la droite dure, *Primero Justicia* (Justice d'abord). Sa participation au coup d'Etat du 11 avril 2002, à l'assaut contre l'ambassade cubaine (le 12 avril) et à la tentative de déstabilisation économique de décembre 2002-janvier 2003 sont ici autant présents dans les esprits que sa carrière de député, puis de maire du quartier chic de Baruta, à Caracas, puis de gouverneur de l'Etat de Miranda depuis 2008. Toutefois, il est jeune, il est beau, il sent bon le renouveau ; le voilà donc de centre gauche. C'est que, entre deux blocs « durs », irréductibles et inconditionnels, de taille presque similaire â€” celui des partisans de la révolution bolivarienne et celui d'une droite prête à élire n'importe qui pourvu qu'il les « débarrasse de Chávez » â€”, existe une frange d'indécis, voire de déçus relatifs du « chavisme » qu'il s'agit de faire basculer à droite par le charme d'un discours modéré, exempt de radicalisme et d'agressivité.

Le « paquetazo »

C'est au terme d'une primaire organisée le 12 février par la Mesa de Unidad Democrática (Table d'unité démocratique [MUD] ; coalition d'une vingtaine de partis) que M. Capriles Radonski, choisi par 62,5 % des trois millions de votants, est devenu le candidat unique de l'opposition. Toutefois, cette primaire a laissé quelques traces d'amertume et un malaise certain au sein des vieux partis traditionnels â€” Copei et AD â€”, le scrutin ayant été entaché de quelques « anomalies », particulièrement dans l'Etat de Miranda. Après avoir hésité à provoquer une crise, les mécontents sont rentrés dans le rang pour ne pas se suicider politiquement en « cassant » la droite à la veille de l'élection.

Mais c'est un problème d'une toute autre ampleur qui va provoquer un mal de tête tout puissant à M. Capriles Radonski. Au sein de son camp, les désertions commencent à se multiplier lorsqu'est révélé le programme commun

de gouvernement, un document occulte, élaboré par les conseillers de la MUD et signé par les cinq participants aux primaires. Sans jamais avoir été mentionné, ni par le candidat ni par les dirigeants de l'opposition, ce programme à mettre en application en cas de victoire a tout des hideux plans d'ajustement structurel du passé et remet en cause l'ensemble des acquis de la révolution !

Rendu public par le jeune chercheur français Romain Mingus [7], ce « *paquetazo* » (paquet de mesures) repose sur le triptyque « décentralisation-autonomie-privatisations ». Une décentralisation « *qui veut transformer le Venezuela en vingt-trois féodalités ayant la liberté de décider des politiques de santé, d'éducation, d'énergie, d'environnement, de transports, etc.* » [8] Une autonomie ayant pour objet de refaire de la compagnie pétrolière PDVSA un Etat dans l'Etat, exempté de toute responsabilité sociale, et de la Banque centrale du Venezuela (BCV) une entité échappant au pouvoir politique. Le texte prévoit une élimination des « missions » si chères aux plus pauvres, mais qui représentent « *une lourde charge fiscale* », la fin des subventions agricoles, le gel des retraites et des augmentations de salaire, l'augmentation progressive des tarifs de l'électricité, de l'eau, du métro, du téléphone et des autres services subventionnés par le gouvernement. Tout est écrit noir sur blanc. Tandis que le député William Ojeda est expulsé de son parti, *Un Nuevo Tiempo* (Un nouveau temps), pour avoir dénoncé le danger de ce « *paquetazo* » néolibéral, d'autres dirigeants, comme David de Lima (ex-gouverneur d'Anzoátegui) ou l'avocat constitutionnaliste Hermann Escarrá sautent dans les canots de sauvetage et abandonnent le navire de l'opposition. En revanche, les trois partis membres de l'Internationale socialiste – AD, Podemos et Alianza Bravo Pueblo – ne pipent mot. Quant à M. Capriles Radonski, pris la main dans le pot de confiture, il nie – centre gauche oblige – avoir signé ce document. Sans convaincre personne, évidemment.

La plus grande marche du monde

Le 30 septembre, la bataille se déplace sur le terrain des symboles. Démonstration de force, une très imposante marche de l'opposition emplit en totalité l'Avenue Bolivar (l'équivalent des Champs-Élysées parisiens). Tandis que, dans une atmosphère de kermesse, les vendeurs à la sauvette font leur miel en proposant rafraîchissements, sandwiches et drapeaux vénézuéliens, cette foule de plusieurs centaines de milliers de personnes, de peau majoritairement très blanche, ovationne son candidat et crie ses certitudes : « *Chávez, mon ami, il ne te reste plus qu'une semaine !* » ; « *Ça se voit, ça se sent, Capriles président !* »

« *Je crois que c'est sans aucun doute la plus grande concentration de personnes dans l'histoire de Caracas* », leur lance leur candidat, sous les acclamations. Dès le lendemain, les médias privés – qui, d'après certains fantaisistes, n'existent plus ! – s'enthousiasment, relaient et amplifient le message, annonçant qu'après cette manifestation, « *la plus importante qu'on ait jamais vue* », l'histoire de l'Amérique latine ne sera plus la même. Un discours récurrent, dans la bouche ou sous la plume des mêmes, lors de chaque élection, depuis 2002.

La prise de Caracas

Infatigable (selon l'adjectif repris en boucle par l'ensemble des médias), M. Capriles Radonski a visité en deux mois plus de trois cents villes et villages – « *parce qu'il n'y avait jamais mis les pieds !* », gouaillent les chavistes. Le président en exercice, lui, du fait de son état de santé, en a fait beaucoup moins. C'est le 30 juin 2011 qu'il a annoncé au pays avoir été opéré d'une tumeur maligne à l'abdomen et, lorsqu'a commencé la campagne, il terminait son second traitement (une radiothérapie). « *Il s'est préservé le plus possible*, confie l'un de ses proches, *pour pouvoir affronter la durée.* » Placé dans une situation très favorable par les résultats visibles de sa politique sociale, il a géré cet avantage sans s'exposer intensément en public – ce qui a fait jaser ceux qui, jusque-là, lui reprochaient une trop grande présence – et en se concentrant sur les priorités.

Le 1er octobre néanmoins, à une semaine du scrutin, il sort de sa réserve et entreprend une dernière ligne droite baptisée « *De Sabaneta à Miraflores* » (Sabaneta étant son village natal et Miraflores le palais présidentiel). Pour compenser ce qu'il n'a pu faire auparavant, il visite deux ou trois Etats par jour : le 1er octobre, Barinas, Cojedes et Portuguesa ; le 2, Lara et Yaracuy ; le 3, Carabobo et Aragua. Une constante revient dans les discours prononcés par un homme apparemment en forme et qui a retrouvé toute sa pugnacité : « *Je veux, pour la prochaine période, donner davantage de pouvoir au peuple, pour que lui-même solutionne ses problèmes* » (le 3 octobre, à Valencia). Et aussi : « *Nous devons gagner avec une majorité écrasante* » (sous entendu : pour donner un signal très fort à la

droite de la droite et éviter toute contestation des résultats).

Comme il se doit, la clôture de campagne a lieu à Caracas. A l'évocation de « la plus grande marche du monde » de l'opposition ont répondu des haussements d'épaules narquois : « *L'Avenue Bolivar ? On l'a déjà remplie plusieurs fois... On va faire beaucoup mieux !* » Cette fois, on occupera les sept principales avenues du centre de la ville : Urdaneta, Lecuna, Baralt, Universidad, Fuerzas Armadas, México, Bolivar. Objectif annoncé : cinq cent mille militants.

Ce 4 octobre, effectivement, « l'avalanche patriotique » s'abat sur la capitale (impossible à dénombrer avec précision, pas plus d'ailleurs que celles des opposants). Tandis que, dans une atmosphère de kermesse, les (mêmes) camelots font leur miel en vendant rafraîchissements, sandwichs, T-shirts, casquettes et symboles boliviariens, une marée rouge que ne parvient même pas à décourager la pluie diluvienne qui s'abat brutalement pendant deux longues heures « prend Caracas » au sens propre et au sens figuré. L'enthousiasme n'a de pair que la motivation et, sous les formes les plus diverses : affiches, pancartes, calicots, drapeaux, etc., tous les ingrédients de la révolution bolivarienne sont présents : le *libertador* Simón Bolivar, le *commandante*, Hugo Chávez, ainsi que les « missions » et programmes sociaux. Quand l'imaginaire, la volonté et le concret sont en accord, l'un ne s'ajoute pas aux autres, mais les multiplie. Beaucoup trop d'observateurs octroient toute la dynamique de la « révolution bolivarienne » au seul charisme (bien réel) du leader en reléguant « le peuple » au rôle de simple spectateur, ou, pire encore, de marée aveugle, prisonnière de l'émotionnel et de l'irrationnel. Il n'en est rien. Même si une relation affective étonnante les lie à leur *comandante*, les Vénézuéliens ou pour le moins ceux qui jusque-là avaient été niés et oubliés ont, depuis 1998, à travers une démocratie qui se veut participative, pris leur destin et celui du pays en main. Même si beaucoup reste à faire, nul n'en disconvient, à commencer par le président.

Si ce dernier est aussi populaire, c'est parce qu'il est le premier à critiquer les faiblesses du gouvernement, des députés, ou à prendre ses distances avec les gouverneurs du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) souvent très contestés par les militants. En effet, si personne, dans le camp bolivarien, ne remet en question la volonté politique et la direction du mouvement, beaucoup en critiquent le manque d'efficacité ce qu'exploite, et c'est normal, l'opposition. Mais, en tout état de cause, le lendemain de la « prise de Caracas », ce type d'analyse politique n'est pas la préoccupation première du quotidien *El Universal* qui, après avoir porté aux nues la « somptueuse » manifestation de l'opposition, se déchaîne contre celle des boliviariens : « *Anarchie et abus de pouvoir ont régné hier dans les rues de Caracas du fait de la fermeture des sept avenues principales durant toute la journée, en raison de l'acte de campagne du président Hugo Chávez, qui s'est converti en un cauchemar pour les caraqueños accourus à leurs postes de travail dans le centre.* »

La dernière ligne droite

Dans un entretien accordé à la chaîne Venevisión, le 2 octobre, M. Capriles Radonski, nerveux, agité, sourire fabriqué aux lèvres, taille en pièces la gestion du chef de l'Etat sortant. « *Il prétend avoir construit vingt nouveaux hôpitaux... On ne sait même pas si c'est vrai ! Il faudrait vérifier...* » (à cinq jours du scrutin, il serait en effet temps de se livrer à une enquête aussi compliquée pour découvrir que... c'est vrai !). La veille, il a annoncé que, dès sa prise de pouvoir, il se réunira avec le président cubain Raúl Castro pour revoir les accords qui, en échange de pétrole, permettent au Venezuela de bénéficier de l'aide de l'île en matière de santé, de sport et d'éducation.

Nul ne l'ignore, le résultat de ce scrutin concerne bien plus que le seul Venezuela. Un retour de la droite au pouvoir à Caracas porterait un coup très dur à la dynamique qui voit l'Amérique latine s'émanciper des politiques impérialistes des Etats-Unis et... de l'Union européenne, et choisir son propre chemin. Les rumeurs de l'ahurissante campagne médiatico-politique qui se déchaîne à l'étranger, en particulier en Espagne et en France, contre le président Chávez, parviennent en effet jusqu'à Caracas et laissent pantois (voir [***l'encadré plus bas***]). Le « socialisme du XXI^e siècle » inquiète décidément beaucoup. Pourtant, le camp du président sortant demeure serein : « *On connaît nos forces, nos faiblesses, confie le vice-ministre des affaires étrangères Temir Porras, ainsi quela réalité politique du pays. Malgré tout ce chahut, on va gagner.* »

Dans son dernier entretien accordé, le 5 octobre, à la télévision publique Venezuela de Televisión (VTV), depuis le palais présidentiel de Miraflores, M. Chávez, après avoir admis que « *l'une des principales failles de la révolution bolivarienne est le manque de suivi* » des réformes, et qu'il entend y remédier, précise que jamais il ne renoncera à la bannière du socialisme. Un socialisme rénové, reposant sur une souveraineté définitive, irréversible, sur l'exploitation des ressources naturelles, la consolidation de la doctrine militaire [9], l'approfondissement de la démocratie, la participation populaire, une politique d'industrialisation reposant sur une économie mixte, avec un secteur privé national et transnational, mais sous le contrôle de l'Etat » c'est-à-dire, s'esclaffe M. Porras, « *que le mythe du castro-communisme autocratique s'effondre totalement* ».

Pourtant, les observateurs supputent, s'interrogent, se grattent le front. La campagne médiatique internationale, avec ses formules toutes faites » « populisme », « autoritarisme », « désastre économique », « fraude possible », « confiscation de la démocratie » » recoupe de trop près les éléments de langage de l'opposition (un véritable copier-coller) pour que ne s'installe pas une certaine appréhension. Certes, le 15 septembre, l'argentin Carlos Álvarez, chef de la Mission d'observation électorale de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) [10], a déclaré : « *Il est intéressant de souligner un élément que très peu connaissent, je parle surtout de ceux qui analysent la réalité depuis la désinformation ou les préjugés, c'est que le Venezuela possède aujourd'hui un des systèmes électoraux les plus vigoureux et les plus avancés technologiquement de l'Amérique Latine, ce qui garantit la transparence, le contrôle et la surveillance du scrutin* [11]. » Certes, le 5 octobre, il persiste, signe, et (message subliminal à destination de l'Union européenne et des Etats-Unis) précise que cette confrontation électorale offre l'occasion de démontrer que les pays de la région sont capables d'organiser et de garantir la transparence des élections. La semaine précédente, l'ancien président américain James Carter, dirigeant du centre éponyme, a déclaré : « *En réalité, sur les quatre-vingt-douze élections dont nous avons surveillé le déroulement, je dirais que le processus électoral du Venezuela est le meilleur du monde.* [12] »

Il n'en demeure pas moins que, à l'instar de Rafael Poleo, directeur du quotidien *El Nuevo País*, qui écrit « *ignorer que le gouvernement prépare une fraude est une idiotie* [13] », l'opposition ne cesse de mettre en cause l'impartialité du CNE et M. Capriles Radonski, chaque fois qu'on le lui demande, se refuse à préciser si, dans l'hypothèse où ils lui seraient défavorables, il acceptera les résultats. De quoi provoquer, dans ce pays qui a déjà connu un coup d'Etat (manqué) et une tentative de déstabilisation économique (également ratée, mais dévastatrice pour le pays) l'émergence d'une inquiétude. Nul ne doute que, si au jour J, leurs dirigeants claquent dans leurs doigts, les électeurs de droite, bombardés depuis des mois par la thèse de la manipulation du vote, mis en condition, et donc convaincus, descendront dans la rue. Le lendemain du scrutin, « *si Chávez gagne* », Caracas s'éveillera-t-elle dans les lumières bleues des gyrophares et la furie des émeutiers ?

L'entourage du président n'en demeure pas moins serein. Séquelle des primaires, il existe une certaine dissidence au sein de l'opposition. Des éléments de la vieille sociale démocratie, quelques démocrates chrétiens, des dirigeants d'Un Nuevo Tiempo qui ont intégré l'idée de la défaite, savent que M. Capriles Radonski sera battu et qui, par ailleurs, haïssent les « *princes caraqueños* » qu'il représente, ont discrètement fait savoir qu'ils accepteraient le verdict des urnes. Que M. Capriles perde ! Eux attendent le 8 octobre pour commencer à reconstruire l'opposition selon leurs vues. D'autre part, les déclarations d'Unasur et des observateurs indépendants ne laissent guère d'espace pour dénoncer une fraude avec un minimum de crédibilité. Qu'on y rajoute que tous les dirigeants de droite ne sont pas partants pour se lancer dans une « aventure » insurrectionnelle, à l'image de celles qui ont déjà échoué : pour les boliviariens, si M. Chávez gagne avec une avance suffisante, « *l'affaire est pliée* ».

Un certain 7 octobre

Très tôt » « *comme l'a dit notre comandante* » » bien avant l'ouverture du scrutin, des files interminables s'étirent devant les bureaux de vote des quartiers populaires. Aucune angoisse, on discute, on s'amuse » « *C'est un jour important !* » » « *Important ? N'exagère pas ! Le jour important c'est le 11... Le championnat de baseball recommence !* » » », on s'installe avec parapluies (pour se protéger... du soleil) chaises pliantes et provisions car, vu l'affluence exceptionnelle, l'attente sera longue (80,9 % de participation).

Même si elle n'en fait pas un usage intensif et permanent, l'espèce humaine se caractérise par une certaine rationalité : lorsque, à 22 h 05, la présidente du CNE Tibisay Lucena annonce la victoire de M. Chávez, son adversaire reconnaît immédiatement son échec. Avec 54,42 % des voix et quasiment dix points d'avance sur le candidat de l'opposition (44,97 %), le président en exercice repart pour un nouveau mandat de six ans.

La défaite a au moins trois visages : celui de la droite vénézuélienne et latino-américaine ; celui des Etats-Unis ; celui des médias dominants nationaux et internationaux, qui vont devoir se contorsionner pour expliquer à leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs comment celui qu'ils ont présenté comme un *caudillo* populiste, inefficace, archaïque et autoritaire, l'a une nouvelle fois emporté. On peut leur faire confiance pour trouver une explication à ce genre de « Au Venezuela, les électeurs ont confisqué la démocratie ».

Campagne électorale à Paris

Le 1er octobre, la revue *Building* et l'association Dialogo por Venezuela, Justicia y Democracia organisaient à Paris une conférence consacrée aux « Enjeux des élections présidentielles au Venezuela ». Invités à s'exprimer, la chercheuse Renée Fregosi (membre de l'Internationale socialiste), la sociologue Mercedes Vivas, le chroniqueur d'Europe 1 Alexandre Adler [14] et le député européen d'Europe-Ecologie-Les Verts Daniel Cohn-Bendit (dans l'impossibilité de se déplacer, ce dernier avait enregistré un message vidéo « *pour dire tout le mal qu'il pense de Chávez* »). Au fil de leurs exposés qui présentaient le Venezuela comme une dictature (bien que « *pas classique* ») et M. Chávez comme un personnage « *grotesque* » et « *dégoûtant* », les intervenants insistèrent sur l'angoisse qui les travaillait (et dont l'exposé semblait fournir sa véritable raison d'être à la soirée) : la probabilité d'une guerre civile déclenchée par le camp chaviste en cas de victoire de M. Capriles. Près d'une heure et demie et quatre interventions plus tard, le clou n'avait semble-t-il pas été suffisamment enfoncé. Une personne visiblement proche des organisateurs se leva donc, depuis la salle, pour poser la question qui lui brûlait les lèvres : « *A-t-on envisagé le fait que le Venezuela puisse sombrer dans une guerre civile si M. Capriles l'emportait ?* » Réaction du modérateur de la soirée : « *Voilà une question très intéressante !* »

R.L.

[LMD](#). Paris, le 11 octobre 2012

[1] Chiffres alors que 97,65 % des votes avaient été décomptés. Mme Reina Sequera obtient 0,47 % des suffrages, M. Luis Reyes 0,05 %, Mme Maria Bolivar 0,04 % et M. Orlando Chirino 0,02 %.

[2] Lire Renaud Lambert, « [Législatives au Venezuela, une défaite à l'envers](#) », La valise diplomatique, 1er octobre 2010.

[3] Parfois au prix d'erreurs factuelles grossières, comme au journal télévisé de France 2, le 3 octobre 2012 : lire Nils Solari, « [Venezuela : France 2 se plante et se corrige... un peu](#) », 11 octobre 2012, Acrimed.org.

[4] Lire Maurice Lemoine, « [Internationale socialiste ou les Pieds Nickelés en Amérique latine](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2012.

[5] Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal), « *Panorama Social de América Latina 2011* », Santiago (Chili), 2012.

[6] Organisation regroupant toute la gauche latinoaméricaine.

[7] Romain Mingus, « [El Nuevo Paquetazo](#) » (PDF).

[8] *Ibid.*

[9] La doctrine militaire vénézuélienne repose sur la préparation à une guerre asymétrique pour repousser une éventuelle agression.

[10] Organisation qui rassemble les douze pays de l'Amérique du Sud.

[11] Venezuela Infos, « [L'unité latinoaméricaine pour défendre le vote des vénézuéliens relègue au passé la désinformation et la "vigilance" de l'Europe et des Etats-Unis](#) », Caracas.

[12] « [Carter affirme que le processus électoral du Venezuela est le "meilleur du monde"](#) », Business Wire, Agence France Presse, 22 septembre 2012.

[13] *El Nuevo Herald*, Miami, 7 août 2012

[14] Lire Mathias Reymond, « [Alexandre Adler, portrait d'un omniscient](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2006.